

**Trade and Development Board 66<sup>th</sup> Session**  
*Inequality – a drag on reducing poverty and attaining the Sustainable Development Goals*

Intervention of Ms. Isabelle Durant  
Deputy Secretary General of UNCTAD

**Digital Development: Opportunities and Challenges**

*Tuesday, 25 June, 10:00 hrs*  
*Room XVII, Palais des Nations, Geneva*

- Excellences,  
Chers délégués,  
Mesdames, Messieurs,
  
- Pour la deuxième année consécutive, le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a inscrit l'économie numérique à son ordre du jour, ce qui témoigne clairement de l'importance de cette question.
- L'intérêt que l'économie numérique représente pour le développement se reflète également dans diverses initiatives internationales récentes, telles que le *Groupe de haut niveau sur la coopération numérique*, initié par le Secrétaire général des Nations Unies et qui a publié son rapport il y a deux semaines, et la *Réunion ministérielle conjointe du G20 sur le commerce et l'économie numérique* qui s'est tenue au début du mois au Japon.
- La participation croissante aux *Semaines du commerce électronique* de la CNUCED en est un autre exemple, avec plus de 1 500 participants à l'événement mondial qui s'est tenu à Genève en avril dernier et plus de 2000 à la première *Semaine régionale du commerce électronique* en Afrique en décembre dernier.

- Il est désormais largement reconnu que la diffusion des technologies numériques bouleverse les sociétés et les économies : en plus d'atteindre l'objectif tant médiatisé de la moitié de la population mondiale utilisant Internet en 2018, il y a maintenant plus de 1,3 milliard de consommateurs en ligne, soit un quart de la population adulte mondiale.  
Et ce ne sont encore là que les balbutiements de l'ère numérique : il apparaît évident aux yeux de tous aujourd'hui que l'avenir promet d'être digital.
- Nous le savons, la numérisation offre à la fois des opportunités et des défis pour le développement : nombre d'entre eux ont été évoqués à l'instant.
- Dans ce contexte, la capacité des pays à accéder aux données digitales, les collecter et les affiner détermine de plus en plus l'efficacité avec laquelle les technologies de pointe peuvent être déployées pour soutenir les ODD.
- A la lumière du thème central de ce Conseil du commerce et du développement - *L'inégalité : un frein à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des objectifs du développement durable* -, permettez-moi de prendre un moment pour réfléchir à la relation entre la digitalisation et les risques de voir les inégalités se creuser.
- La fracture numérique et les inégalités s'observent aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre eux, notamment entre hommes et femmes, jeunes et personnes âgées, ou encore entre zones rurales et urbaines ainsi qu'entre petites et grandes entreprises.
- Les nouvelles technologies bousculent des secteurs entiers, affectant ainsi le commerce mondial, l'innovation et les modèles d'investissement : jusqu'à présent, cela s'est principalement traduit par une concentration accrue du pouvoir et de la richesse entre les mains de quelques-uns, plutôt que par une réduction des inégalités de revenus.

- En effet, quelques plates-formes multinationales contrôlent la plupart des services et des marchés numériques, et les principales entreprises numériques sont actuellement concentrées géographiquement dans un petit nombre de pays seulement, les États-Unis et la Chine en tête.
- Pour inverser la tendance, il faut améliorer considérablement la capacité tout particulièrement des pays en développement d'exploiter les nouvelles technologies de manière à améliorer la compétitivité de leurs entreprises nationales et ainsi contribuer à un changement structurel.
- Cette situation nécessite également des changements sur le plan des politiques menées au niveau international : comme l'a souligné le *Groupe intergouvernemental d'experts sur le commerce électronique et l'économie numérique*, cela est étroitement lié au développement de la capacité des acteurs concernés à exploiter la valeur économique potentielle des données numériques.
- En dépit de l'énorme potentiel qu'offrent sans aucun doute les nouvelles technologies pour contribuer à la réalisation des ODD, trop peu a été fait jusqu'à présent pour parvenir à un développement plus équitable et mieux distribué : pour que la numérisation profite à tous, plutôt qu'à seulement quelques-uns, nous devons faire preuve de créativité politique.
- L'un des principaux défis pour la communauté internationale consiste à élaborer une vision commune d'un avenir numérique durable, puis à concevoir des principes, des politiques et des cadres réglementaires pertinents à l'appui de cette vision. Cela exigera à la fois du multilatéralisme et une collaboration par-delà les différents silos.
- La CNUCED recommande aux gouvernements d'adopter une approche globale, impliquant un dialogue multipartite, afin de définir des mesures et des stratégies nationales exploitant les données numériques au service du développement, en s'appuyant sur le renforcement des infrastructures, des compétences et des réglementations pertinentes.

- Il est nécessaire que des pourparlers et des programmes de réformes soient engagés tant aux niveaux national, régional qu'international, dans toute une série de domaines, notamment la concurrence, la protection des consommateurs, la propriété et la protection des données, la vie privée, la fiscalité et le commerce dans l'économie numérique.
- En outre, pour éviter que le développement de l'économie numérique n'aggrave la fracture numérique et les inégalités de revenus, un effort concerté s'impose pour aider les pays moins avancés à être mieux préparés à saisir les opportunités qui se présentent à eux à l'ère numérique.
- Dans ce contexte, je suis fier que la CNUCED ait lancé plusieurs initiatives, telles que les réseaux eTrade for all et eTrade for women ainsi les *Evaluations rapides de l'état de préparation au commerce électronique*, et qu'elle contribue à la concertation internationale dans ce domaine par ses *Semaines du commerce électronique* et son *Groupe intergouvernemental d'experts*, dont l'état des discussions sera exposé au Conseil du commerce et du développement ce jeudi par Son Excellence Mme. Kadra Ahmed Hassan (Ambassadeure du Djibouti).
- La CNUCED utilise également la technologie numérique pour fournir une assistance technique aux États membres, par exemple dans le cadre de son programme SYDONIA/ASYCUDA, plate-forme numérique d'automatisation douanière qui fonctionne dans plus de 100 pays, dont une grande partie sont des PMA.
- ASYCUDA permet non seulement d'améliorer l'efficacité des opérations douanières mais aussi d'autonomiser les pays qui en bénéficient en augmentant leurs recettes tarifaires et en fournissant un cadre pour la mise en place de réformes de facilitation des échanges commerciaux.

- A mon sens, ASYCUDA constitue un exemple inspirant qui, en dépit des défis et des disparités en termes d'accès et de compétences, peut être utilement exploité dans nos efforts pour atteindre les objectifs de développement durable.
- Et au vu de la rapidité actuelle des progrès de la digitalisation, nous nous devons de redoubler d'efforts dans ce sens.
- Je vous remercie de votre attention.